

**[Text]**

depending on where a person lived, if they were eligible for a subsidized day care space and if there were any spaces available. It does not seem to provide options for Canadian families seeking quality child care.

A national strategy needs national standards and objectives. In 1986 the Special Committee on Child Care chaired by Shirley Martin, MP, travelled across the country to see what Canadian families actually needed for child care. Seventy-eight per cent recommended that funding as opposed to tax measures be directed to child-care services. In December, 1987, the national strategy for child care was announced. Most of the federal government's spending on child care will be directed to tax relief for families instead of a child-care system.

According to information available in December, 1987, planned spending over seven years would be \$5.4 billion, \$2.3 billion—close to half—taking the form of tax refunds to families. Most families will receive \$200 or less per year for each child under seven years of age. Deductions seem completely unfair and regressive. The more taxable income you earn, the more you benefit from the deduction. Is the federal government saying that higher income families need more tax money credits with which to purchase child care while lower income families need less?

Another area of concern is the federal government's willingness to spend federal funds on subsidized care and profit day care as well as non-profit day care. This does not lead us to the road of affordable, accessible, high quality child care of which I spoke earlier.

The federal government has clear objectives to provide subsidies and operating grants equally to profit and non-profit programs. Canadian research commissioned by the Special Committee on Child Care indicated that non-profit child care as a sector provides better quality than does commercial child care. In 1988, the national strategy provides financial incentives that will enhance the development of kids for profit.

My third area of concern is the national strategy's apparent lack of child-care objectives. In the community of London, Ontario, day-care users have felt the effects of the lack of municipal standards. London offers its community no municipally operated centres. Approximately ten years ago, I believe, there was provincial funding available to start up municipal day-care centres. These were ongoing municipally run and funded centres. London's municipal government prevented the new choice of municipal day care for its citizens ten years ago, just as today it provides the bare minimum of municipally subsidized day-care spaces in our community. The last count was approximately 700 city-subsidized spaces for a population approaching over 200,000. The municipality can control the

**[Translation]**

l'endroit où l'on habite et selon que l'on est admissible aux services d'une garderie subventionnée, si, toutefois, il y a des places disponibles. Il n'apporte aucune solution aux familles canadiennes qui recherchent des services de garde de bonne qualité.

Qui dit stratégie nationale dit également normes et objectifs nationaux. En 1986, le Comité spécial sur la garde des enfants, présidé par Shirley Martin, députée, s'est déplacé dans tout le pays pour voir si les familles canadiennes avaient vraiment besoin de services de garde. Soixante-dix-huit p. 100 des personnes interrogées ont recommandé de subventionner les services de garde plutôt que d'accorder des crédits d'impôt. La stratégie nationale sur la garde des enfants a été annoncée en décembre 1987. La majeure partie des dépenses du gouvernement fédéral en matière de garde d'enfants prend la forme de dégrèvements d'impôt aux familles plutôt que de subventions aux services de garde.

Selon les renseignements obtenus à ce moment-là, le gouvernement prévoit dépenser 5,4 milliards de dollars sur sept ans, dont 2,3 milliards de dollars, c'est-à-dire près de la moitié, en dégrèvements d'impôt accordés aux familles. La plupart des familles recevront 200 \$ ou moins par année pour chaque enfant âgé de moins de sept ans. Les déductions nous semblent absolument injustes et mêmes régressives. Plus le revenu imposable sera élevé, plus la déduction sera intéressante. Le gouvernement fédéral croit-il donc que les familles à revenu élevé ont besoin de plus de crédits d'impôt pour faire garder leurs enfants et que les familles à faible revenu ont besoin de moins?

Une autre chose me préoccupe: le gouvernement fédéral est disposé à accorder des fonds aux organismes subventionnés et aux garderies à but lucratif aussi bien qu'aux garderies à but non lucratif. Cela ne nous fait pas prendre le chemin des services de garde abordables, accessibles et de haute qualité dont j'ai parlé tout à l'heure.

Le gouvernement fédéral a de toute évidence l'intention d'accorder des fonds et des subventions d'exploitation tant aux services de garde à but lucratif et qu'aux services à but non lucratif. L'étude commandée par le Comité spécial sur la garde des enfants a montré qu'au Canada, les services de garde du secteur à but non lucratif sont de meilleure qualité que ceux du secteur des garderies commerciales. En 1988, la stratégie nationale prévoit des encouragements financiers qui favorisent l'exploitation des enfants pour le profit.

Ma troisième préoccupation réside dans le fait qu'apparemment, aucun des objectifs de la stratégie nationale n'a trait à la garde des enfants. À London, les usagers des services de garde de jour ont constaté les effets de l'absence de normes municipales. À London, il n'y a pas de garderies gérées par la municipalité. Il y a environ dix ans, sauf erreur, le gouvernement provincial contribuait financièrement à l'ouverture de garderies municipales de jour. Il s'agissait de garderies permanentes administrées et financées par les municipalités. Le conseil municipal de London a alors privé ses citoyens des nouvelles garderies municipales de jour, tout comme il offre aujourd'hui le strict minimum de places en garderie subventionnées par la municipalité. Au dernier compte, la municipa-